

3. Le plus souvent ces recherches nécessitaient une connaissance précise des systèmes de manutention des céréales. Le travail fut confié à des particuliers et à des organisations ayant l'expérience requise ou ayant fait la preuve de leur compétence. Lorsque plusieurs groupes répondaient à ces conditions, les contrats ont été accordés après appel d'offres.

LA POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE EN CE QUI A TRAIT AUX ACTIVITÉS POLITIQUES

Question n° 1946—**M. Mazankowski**:

Quelle est la ligne de conduite suivie par la Société du crédit agricole envers ceux de ses agents qui participent activement aux campagnes électorales fédérales et appuient ouvertement un mouvement politique en particulier?

L'hon. Eugene F. Whelan (ministre de l'Agriculture): La Société du crédit agricole fait savoir ce qui suit: Chaque nomination est sujette à la condition que la personne nommée, sauf si elle en a reçu l'autorisation du président et sujet aux conditions que les membres peuvent prescrire, ne peut poser sa candidature ou participer à des activités pour ou contre un candidat à toute élection à la Chambre des communes, à la législature de toute province ou au Conseil du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ou pour ou contre tout parti politique.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—LES DÉPENSES POUR LA PUBLICITÉ

Question n° 80—**M. Nystrom**:

1. Combien d'argent a dépensé le ministère du Solliciteur général pour la publicité et/ou l'information durant chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 et 1971-1972?
2. Quels sont les noms et adresses des entreprises et des particuliers à qui on a adjugé les contrats, combien a-t-on dépensé dans chaque cas et quel était l'objet de chaque contrat?
3. Quels contrats de publicité et/ou d'information a-t-on adjugés durant l'année financière actuelle, quels sont les noms et adresses des bénéficiaires, de quel montant s'agit-il dans chaque cas et quel est l'objet de chacun des contrats?

(Le document est déposé.)

LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE—LES DÉPENSES AUX FINS DE RECHERCHE

Question n° 114—**M. Nystrom**:

1. Au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, quelle somme totale la Commission de l'assurance-chômage a-t-elle consacrée aux contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche, développement et autres services de consultation?
2. Quels sont leurs noms et adresses et à combien revenait chaque contrat?
3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?
4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif?

(Le document est déposé.)

Questions au Feuilleton

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE—LES SERVICES D'AVOCATS ET D'ÉTUDES LÉGALES DU QUÉBEC

Question n° 538—**M. Wagner**:

1. Quels sont les noms des avocats et des études légales de la province de Québec qui ont travaillé pour le ministère de la Justice, du 1^{er} janvier 1972 au 1^{er} janvier 1973?
2. Quels travaux spécifiques ont été accomplis par chacun d'eux?
3. Quelle somme d'argent a été versée à chacun d'eux a) en honoraires, b) en déboursés et c) en frais de voyages?

(Le document est déposé.)

LES PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS

Question n° 856—**M. Korchinski**:

1. Combien de projets de travaux publics y a-t-il eu dans chaque province en 1972?
2. Quelle somme totale a été affectée à ces projets en 1972?
3. De ces projets, combien était des bureaux de poste?
4. Où se trouvent ces bureaux de poste en Saskatchewan?

(Le document est déposé.)

LES DÉPENSES PUBLICITAIRES DU GOUVERNEMENT EN 1972

Question n° 964—**M. Mather**:

Quel est le montant total en dollars des dépenses publicitaires engagées par le gouvernement auprès de tous les media en 1972?

(Le document est déposé.)

LES PROJETS D'INITIATIVES LOCALES DANS LA CIRCONSCRIPTION DE DRUMMOND

Question n° 1,006—**M. Boisvert**:

1. Quelle est la liste des projets d'initiatives locales acceptés dans la circonscription de Drummond pour les années 1971 et 1972?
2. Quels ont été les montants versés à chacun de ces projets?
3. Quels étaient les coordonnateurs de chacun des projets?

(Le document est déposé.)

FONCTION PUBLIQUE—LA NOMINATION D'ADJOINTS SPÉCIAUX

Question n° 1028—**M. Matte**:

1. Combien y a-t-il d'adjoints spéciaux dans les différents ministères du gouvernement fédéral?
2. Quels sont les ministères qui ont des adjoints spéciaux?
3. a) Qui sont ces adjoints spéciaux, b) comment sont-ils nommés, c) ont-ils tous le même salaire (i) dans l'affirmative, quel est-il (ii) dans la négative, quelles en sont les raisons?

(Le document est déposé.)

LES PROGRAMMES D'AIDE LÉGALE AU CITOYEN

Question n° 1171—**M. Macquarrie**:

1. Quelles subventions ont été versées aux programmes d'aide légale au citoyen a) dans quels centres et b) pour quels montants?
2. Quelles formes d'aide non financière le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social accorde-t-il à ces programmes?
3. Combien le ministère estime-t-il qu'il existe au Canada de programmes de ce genre?

(Le document est déposé.)

LES EMPLOYÉS DES BUREAUX DES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

Question n° 1270—**M. Cossitt**:

1. Quelles sont les personnes à l'emploi des secrétaires parlementaires, prêtées à leurs bureaux ou qui y sont attachées et, dans